ISSN 0378-7060

# Journal officiel

L 296

des Communautés européennes

42e année

17 novembre 1999

Édition de langue française

## Législation

Sommaire

I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*

Règlement (CE) nº 2429/1999 de la Commission, du 16 novembre 1999, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes . . . . . 1

★ **Règlement (CE) nº 2430/1999 de la Commission, du 16 novembre 1999, liant l'autorisation de certains additifs appartenant au groupe des coccidiostatiques et autres substances médicamenteuses dans l'alimentation des animaux aux responsables de la mise en circulation** (1) . . . . . 3

Règlement (CE) nº 2431/1999 de la Commission, du 16 novembre 1999, modifiant le règlement (CE) nº 2079/1999 et portant à 999 520 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation de seigle détenu par l'organisme d'intervention allemand . . . . . 12

Règlement (CE) nº 2432/1999 de la Commission, du 16 novembre 1999, relatif à la fixation de prix de vente minimaux pour la viande bovine mise en vente dans le cadre de la quatrième adjudication visée au règlement (CE) nº 2009/1999 . . . . . 14

Règlement (CE) nº 2433/1999 de la Commission, du 16 novembre 1999, relatif à la fixation de prix de vente minimaux pour la viande bovine mise en vente dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) nº 2346/1999 . . . . . 16

Règlement (CE) nº 2434/1999 de la Commission, du 16 novembre 1999, modifiant les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation pour certains produits du secteur du sucre . . . . . 19

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

**Conseil**

1999/734/CE:

★ **Décision du Conseil, du 8 novembre 1999, portant nomination de membres titulaires et de membres suppléants suédois du Comité des régions** . . . . . 21

(1) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE



*(Suite au verso.)*

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

Sommaire *(suite)*

1999/735/CE:

* **Décision du Conseil, du 8 novembre 1999, portant nomination d'un membre du Comité des régions** ..... 22

1999/736/CE:

* **Décision du Conseil, du 8 novembre 1999, portant nomination d'un membre britannique du Comité des régions** ..... 23

1999/737/CE:

* **Décision du Conseil, du 8 novembre 1999, portant nomination de membres titulaires et de membres suppléants espagnols du Comité des régions** ..... 24

**Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail**

1999/738/CE:

* **Décision de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, du 21 novembre 1997, sur le code de conduite concernant l'accès du public aux documents de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail** ..... 25

FR

I

*(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)*

# RÈGLEMENT (CE) N° 2429/1999 DE LA COMMISSION
## du 16 novembre 1999
## établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission du 21 décembre 1994 portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes [1], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1498/98 [2], et notamment son article 4 paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

(1) Le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'importation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe.

(2) En application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 17 novembre 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 novembre 1999.

*Par la Commission*

Franz FISCHLER

*Membre de la Commission*

[1] JO L 337 du 24.12.1994, p. 66.
[2] JO L 198 du 15.7.1998, p. 4.

*ANNEXE*

**du règlement de la Commission, du 16 novembre 1999, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes**

*(EUR/100 kg)*

| Code NC | Code des pays tiers [1] | Valeur forfaitaire à l'importation |
|---|---|---|
| 0702 00 00 | 052 | 101,8 |
| | 204 | 33,2 |
| | 999 | 67,5 |
| 0707 00 05 | 052 | 104,3 |
| | 628 | 134,8 |
| | 999 | 119,6 |
| 0709 90 70 | 052 | 85,8 |
| | 999 | 85,8 |
| 0805 20 10 | 204 | 81,3 |
| | 999 | 81,3 |
| 0805 20 30, 0805 20 50, 0805 20 70, 0805 20 90 | 052 | 56,1 |
| | 999 | 56,1 |
| 0805 30 10 | 052 | 47,0 |
| | 388 | 55,9 |
| | 528 | 77,3 |
| | 600 | 71,7 |
| | 999 | 63,0 |
| 0806 10 10 | 052 | 162,7 |
| | 400 | 306,3 |
| | 999 | 234,5 |
| 0808 10 20, 0808 10 50, 0808 10 90 | 060 | 34,7 |
| | 400 | 76,8 |
| | 404 | 71,3 |
| | 804 | 22,6 |
| | 999 | 51,4 |
| 0808 20 50 | 052 | 100,5 |
| | 064 | 65,7 |
| | 400 | 89,3 |
| | 999 | 85,2 |

[1] Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 2645/98 de la Commission (JO L 335 du 10.12.1998, p. 22). Le code «999» représente «autres origines».

# RÈGLEMENT (CE) Nº 2430/1999 DE LA COMMISSION

## du 16 novembre 1999

## liant l'autorisation de certains additifs appartenant au groupe des coccidiostatiques et autres substances médicamenteuses dans l'alimentation des animaux aux responsables de la mise en circulation

**(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 70/524/CEE du Conseil du 23 novembre 1970 concernant les additifs dans l'alimentation des animaux [1], modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) nº 1636/1999 de la Commission [2], et notamment son article 9 H, paragraphe 3, point b), et son article 9 I, paragraphe 3, point b),

considérant ce qui suit:

(1) étant donné les risques que fait courir à la santé humaine et animale le fait que des copies d'additifs zootechniques de mauvaise qualité circulent dans la Communauté, la directive 70/524/CEE, modifiée par la directive 96/51/CE du Conseil [3], prévoit de lier l'autorisation de certaines catégories d'additifs aux responsables de la mise en circulation;

(2) l'article 9 H de la directive 70/524/CEE prévoit notamment le remplacement des autorisations provisoires des additifs inscrits à l'annexe I après le 31 décembre 1987 appartenant au groupe des coccidiostatiques et autres substances médicamenteuses et transférés à l'annexe B, chapitre II, par des autorisations liées au responsable de la mise en circulation pour une durée de dix ans;

(3) l'article 9 I de la directive 70/524/CEE prévoit notamment le remplacement des autorisations provisoires des additifs inscrits à l'annexe II avant le 1er avril 1998 appartenant au groupe des coccidiostatiques et autres substances médicamenteuses et transférés à l'annexe B, chapitre III, par des autorisations provisoires liées au responsable de la mise en circulation;

(4) les additifs énumérés aux annexes du présent règlement ont fait l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation introduite par le responsable du dossier sur la base de l'ancienne autorisation ou par ses ayants droit. Les demandes concernant lesdits additifs sont accompagnées de la monographie et de la fiche signalétique requises;

(5) le lien de l'autorisation au responsable de la mise en circulation de l'additif se fonde sur une procédure purement administrative et n'implique pas de nouvelle évaluation des additifs. Bien qu'accordées pour une période déterminée, les autorisations peuvent être retirées à tout moment, conformément à l'article 9 M et à l'article 11 de la directive 70/524/CEE. En particulier, les autorisations d'additifs peuvent être retirées à la suite de la réévaluation effectuée conformément à l'article 9 G de la directive 70/524/CEE;

(6) les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des aliments des animaux,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Les autorisations provisoires des additifs inscrits à l'annexe I du présent règlement sont remplacées par des autorisations accordées au responsable de la mise en circulation indiqué dans la deuxième colonne de ladite annexe.

*Article 2*

Les autorisations provisoires des additifs inscrits à l'annexe II du présent règlement sont remplacées par des autorisations provisoires accordées au responsable de la mise en circulation indiqué dans la deuxième colonne de ladite annexe.

*Article 3*

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes.*

[1] JO L 270 du 14.12.1970, p. 1.
[2] JO L 194 du 27.7.1999, p. 17.
[3] JO L 235 du 17.9.1996, p. 39.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 novembre 1999.

*Par la Commission*

David BYRNE

*Membre de la Commission*

*ANNEXE I*

| Numéro d'enregistrement de l'additif | Nom et numéro d'enregistrement du responsable de la mise en circulation de l'additif | Additif (dénomination commerciale) | Composition, désignation chimique, description | Espèce animale ou catégorie d'animaux | Âge maximal | Teneur minimale | Teneur maximale | Autres dispositions | Durée de l'autorisation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | mg de substance active par kg d'aliment complet | | | |
| E 758 | Roche Vitamins Europe Ltd | Chlorhydrate de robenidine 66 g/kg (Cycostat 66 G) | **Composition de l'additif**<br>Chlorhydrate de robenidine: 66 g/kg<br>Lignosulfonate: 40 g/kg<br>Sulfate de calcium dihydraté: 894 g/kg<br>**Substance active**<br>Chlorhydrate de robenidine, $C_{15}H_{13}Cl_2N_5$.HCl, Chlorhydrate de 1,3-bis[(p-chlorobenzylidène)amino]guanidine<br>Numéro CAS: 25875-50-7<br>Impuretés associées:<br>N.N′.N″-Tris[(p-Cl-benzylidène)amino]guanidine: ≤ 1 %<br>Bis-[4-Cl-benzylidène]hydrazine: ≤ 1 % | Lapins reproducteurs | — | 50 | 66 | Administration interdite cinq jours au moins avant l'abattage | 30.9.2009 |
| E 763 | Produits Roche SA | Lasalocide A-sodium 15 g/100 g (Avatec 15 % cc) | **Composition de l'additif**<br>Lasalocide A-sodium: 15 g/100 g<br>Farine de rafles de maïs: 80,95 g/100 g<br>Lécithine: 2 g/100 g<br>Huile de soja: 2 g/100 g<br>Oxyde ferrique: 0,05 g/100 g<br>**Substance active**<br>Lasalocide A-sodium,<br>$C_{34}H_{53}O_8Na$,<br>Numéro CAS: 25999-20-6, sel sodique de 6-[(3R, 4S, 5S, 7R)-7-[(2S, 3S, 5S)-5-éthyl-5-[(2R, 5R, 6S)-5-éthyl--5-hydroxy-6-méthyltétrahydro-2H-pyran2-yl]-tétrahydro-3-méthyl-2-furyl]-4-hydroxy-3,5-diméthyl-6-oxononyl]-2,3-acide crésotinique, produit par *Streptomyces lasaliensis subsp. lasaliensis* (ATCC 31180)<br>Impuretés associées:<br>Lasalocide-sodium B-E: ≤ 10 % | Dindons | 12 semaines | 90 | 125 | Administration interdite cinq jours au moins avant l'abattage<br>Indiquer dans le mode d'emploi:<br>«Cet aliment contient un additif du groupe des ionophores; son administration simultanée avec certains médicaments peut être contre-indiquée» | 30.9.2009 |

| Numéro d'enregistrement de l'additif | Nom et numéro d'enregistrement du responsable de la mise en circulation de l'additif | Additif (dénomination commerciale) | Composition, désignation chimique, description | Espèce animale ou catégorie d'animaux | Âge maximal | Teneur minimale | Teneur maximale | Autres dispositions | Durée de l'autorisation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | mg de substance active par kg d'aliment complet | | | |
| E 764 | Hoechst Roussel Vet GmbH | Halofuginone bromhydrate 6 g/kg (Stenorol) | **Composition de l'additif**<br>Halofuginone bromhydrate: 6 g/kg<br>Gélatine: 13,2 g/kg<br>Amidon: 19,2 g/kg<br>Sucre: 21,6 g/kg<br>Carbonate de calcium: 940 g/kg<br>**Substance active**<br>Halofuginone bromhydrate,<br>$C_{16}H_{17}BrClN_3O_3$, HBr<br>4(3H)quinazolinone, 7-bromo-6-chloro-3-[3-hydroxy-2-pipéridyl)acétonyl]-dl-transbromhydrate<br>Numéro CAS: 64924-67-0<br>Impuretés associées:<br>Isomère cis d'halofuginone: < 1,5 % | Poulettes destinées à la ponte | 16 semaines | 2 | 3 | — | 30.9.2009 |
| E 769 | Solvay Pharmaceuticals BV | Nifursol 50 g/100 g (Salfuride 50DF) | **Composition de l'additif**<br>Nifursol: 50 g/100 g<br>Huile de soja: 34 g/100 g<br>Amidon de maïs en q. suff. 100 g<br>**Substance active**<br>Nifursol, $C_{12}H_7N_5O_9$<br>3,5-dinitro-N′-(5-nitrofurfurylidène)salicylohydrazide<br>Numéro CAS: 16915-70-1<br>Pureté: ≥ 98,5 % sur base anhydre<br>Impuretés associées:<br>Hydrazide de l'acide 3,5-dinitro-salicylique: ≤ 0,5 %<br>5-nitro-2-furfuralazine: ≤ 0,5 % | Dindons | — | 50 | 75 | Administration interdite cinq jours au moins avant l'abattage<br>Quantité maximale de poussière émise lors des manipulations déterminée selon la méthode Stauber Heubach [1]: 0,1 µg de nifursol | 30.9.2009 |

| Numéro d'enregistrement de l'additif | Nom et numéro d'enregistrement du responsable de la mise en circulation de l'additif | Additif (dénomination commerciale) | Composition, désignation chimique, description | Espèce animale ou catégorie d'animaux | Âge maximal | Teneur minimale | Teneur maximale | Autres dispositions | Durée de l'autorisation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | mg de substance active par kg d'aliment complet | | | |
| E 770 | Roche Vitamins Europe Ltd | Maduramicine ammonium alpha 1 g/100 g (Cygro 1 %) | **Composition de l'additif**<br>Maduramicine ammonium alpha: 1 g/100 g<br>Alcool benzylique: 5 g/100 g<br>Semoule de rafles de maïs: en q. suff. 100 g<br><br>**Substance active**<br>Maduramicine ammonium alpha, $C_{47}H_{83}O_{17}N$<br>Numéro CAS: 84878-61-5,<br>sel ammoniaque de polyéther de l'acide monocarbocylique produit par *Actinomadura yumaensis* (ATCC 31585) (NRRL 12515)<br>Impuretés associées:<br>Maduramicine ammonium bêta: < 10 % | Poulets d'engraissement | — | 5 | 5 | Administration interdite cinq jours au moins avant l'abattage<br><br>Indiquer dans le mode d'emploi:<br>«Danger pour les équidés»<br>«Cet aliment contient un additif du groupe des ionophores; son administration simultanée avec certains médicaments (par exemple la tiamuline) peut être contre-indiquée» | 30.9.2009 |
| E 771 | Janssen Animal Health B.V.B.A | Diclazuril 0,5 g/100 g (Clinacox 0,5 % Premix)<br>Diclazuril 0,2 g/100 g (Clinacox 0,2 % Premix) | **Composition de l'additif**<br>Diclazuril: 0,5 g/100 g<br>Farine de soja: 99,25 g/100 g<br>Polyvidone K 30: 0,2 g/100 g<br>Hydroxyde de sodium: 0,0538 g/100 g<br>Diclazuril: 0,2 g/100 g<br>Farine de soja: 39,7 g/100 g<br>Polyvidone K 30: 0,08 g/100 g<br>Hydroxyde de sodium: 0,0215 g/100 g<br>Farine basse de blé: 60 g/100 g<br><br>**Substance active**<br>Diclazuril, $C_{17}H_9Cl_3N_4O_2$,<br>(±)-2,6 chloro-alfa-(4-chlorophényl)-4[4,5-dihydro-3,5-dioxo-1,2,4-triazine-2(3H)-yi]benzène-acétonitrile<br>Numéro CAS: 101831-37-2,<br>Impuretés associées:<br>Composé de dégradation (R064318): ≤ 0,2 %<br>Autres impuretés associées (R066891, R066896, R068610, R070156, R068584, R070016): ≤ 0,5 % individuellement<br>Total impuretés: ≤ 1,5 % | Poulets d'engraissement | — | 1 | 1 | Administration interdite cinq jours au moins avant l'abattage | 30.9.2009 |

| Numéro d'enregistrement de l'additif | Nom et numéro d'enregistrement du responsable de la mise en circulation de l'additif | Additif (dénomination commerciale) | Composition, désignation chimique, description | Espèce animale ou catégorie d'animaux | Âge maximal | Teneur minimale | Teneur maximale | Autres dispositions | Durée de l'autorisation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | mg de substance active par kg d'aliment complet | | | |
| E 772 | Eli Lilly and Company Ltd | Narasin 80 g/kg — Nicarbazine 80 g/kg (Maxiban G160) | **Composition de l'additif**<br>Narasin: 80 g d'activité/kg<br>Nicarbazine: 80 g/kg<br>Huile de soja ou huile minérale: 10-30 g/kg<br>Vermiculite: 0-20 g/kg<br>Microtracer F-Red: 11 g/kg<br>Semoule de rafles de maïs ou balle de riz: en q. suff. 1 kg<br>**Substance active**<br>a) Narasin, $C_{43}H_{72}O_{11}$, numéro CAS: 55134-13-9, polyéther de l'acide monocarbonique, produit par *Streptomyces aureofaciens* (NRRL 8092), sous forme de granulés, narasin A activité: ≥ 85 %<br>b) Nicarbazine, $C_{19}H_{18}N_6O_6$, numéro CAS: 330-95-0<br>Complexe équimoléculaire de 1,3 bis(4-nitrophényl) urée de 4,6-diméthyl-2-pirimidinol, sous forme de granulés<br>Impuretés associées:<br>p-nitroaniline: ≤ 1 % | Poulets d'engraissement | — | 80 | 100 | Administration interdite cinq jours au moins avant l'abattage<br>Indiquer dans le mode d'emploi:<br>«Danger pour les équidés»<br>«Cet aliment contient un additif du groupe des ionophores; son administration simultanée avec certains médicaments (par exemple la tiamuline) peut être contre-indiquée» | 30.9.2009 |

(1) Référence: Fresenius Z. Anal. Chem. (1984) 318: 522-524, Springer-Verlag 1984.

*ANNEXE II*

| Numéro d'enregistrement de l'additif | Nom et numéro d'enregistrement du responsable de la mise en circulation de l'additif | Additif (dénomination commerciale) | Composition, désignation chimique, description | Espèce animale ou catégorie d'animaux | Âge maximal | Teneur minimale | Teneur maximale | Autres dispositions | Durée de l'autorisation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | mg de substance active par kg d'aliment complet | | | |
| 26 | Hoechst Roussel Vet GmbH | Salinomycine-sodium 120 g/kg (Sacox 120) | **Composition de l'additif**<br>Salinomycine-sodium ≥ 120 g/kg<br>Dioxyde de silicium: 10-100 g/kg<br>Carbonate de calcium: 350-700 g/kg<br>**Substance active**<br>Salinomycine-sodium, $C_{42}H_{69}O_{11}Na$<br>Numéro CAS: 53003-10-4,<br>sel sodique de polyéther de l'acide monocarboxylique, produit par *Streptomyces albus* (DSM 12217)<br>Impuretés associées:<br>< 42 mg d'élaiophyline/kg de salinomycine-sodium<br>< 40 g de 17-epi-20-désoxy-salinomycine/kg de salinomycine sodium | Lapins d'engraissement | — | 20 | 25 | Administration interdite cinq jours au moins avant l'abattage<br>Indiquer dans le mode d'emploi:<br>«Danger pour les équidés»<br>«Cet aliment contient un additif du groupe des ionophores; son administration simultanée avec certains médicaments (par exemple la tiamuline) peut être contre-indiquée» | 30.9.2000 (1) |
| | | | | Poulettes destinées à la ponte | Douze semaines | 30 | 50 | Indiquer dans le mode d'emploi:<br>«Danger pour les équidés»<br>«Cet aliment contient un additif du groupe des ionophores; son administration simultanée avec certains médicaments (par exemple la tiamuline) peut être contre-indiquée» | 30.9.2000 (2) |

| Numéro d'enregistrement de l'additif | Nom et numéro d'enregistrement du responsable de la mise en circulation de l'additif | Additif (dénomination commerciale) | Composition, désignation chimique, description | Espèce animale ou catégorie d'animaux | Âge maximal | Teneur minimale | Teneur maximale | Autres dispositions | Durée de l'autorisation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | mg de substance active par kg d'aliment complet | | | |
| 27 | Janssen Animal Health B.V.B.A | Diclazuril 0,5 g/100 g (Clinacox 0,5 % Premix)<br>Diclazuril 0,2 g/100 g (Clinacox 0,2 % Premix) | **Composition de l'additif**<br>Diclazuril: 0,5 g/100 g<br>Farine de soja: 99,25 g/100 g<br>Polyvidone K 30: 0,2 g/100 g<br>Hydroxyde de sodium: 0,0538 g/100 g<br>Diclazuril: 0,2 g/100 g<br>Farine de soja: 39,7 g/100 g<br>Polyvidone K 30: 0,08 g/100 g<br>Hydroxyde de sodium: 0,0215 g/100 g<br>Farine basse de blé: 60 g/100 g<br>**Substance active**<br>Diclazuril, $C_{17}H_9Cl_3N_4O_2$,<br>(±)-2,6-chloro-alpha-(4-chlorophényl)-4[4,5-dihydro-3,5-dioxo-1,2,4-triazine-2(3H)-yi]benzène-acétonitrile<br>Numéro CAS: 101831-37-2<br>Impuretés associées:<br>Composé de dégradation (R064318): ≤ 0,2 %<br>Autres impuretés associées (R066891, R066896, R068610, R070156, R068584, R070016): ≤ 0,5 % individuellement<br>Total impuretés: ≤ 1,5 % | Dindons | Douze semaines | 1 | 1 | Administration interdite cinq jours au moins avant l'abattage | 30.9.2000 (1) |
| | | | | Poulettes destinées à la ponte | Seize semaines | 1 | 1 | — | 30.9.2000 (3) |

| Numéro d'enregistrement de l'additif | Nom et numéro d'enregistrement du responsable de la mise en circulation de l'additif | Additif (dénomination commerciale) | Composition, désignation chimique, description | Espèce animale ou catégorie d'animaux | Âge maximal | Teneur minimale | Teneur maximale | Autres dispositions | Durée de l'autorisation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | mg de substance active par kg d'aliment complet | | | |
| 28 | Roche Vitamins Europe Ltd | Maduramicine ammonium alpha 1 g/100 g (Cygro 1 %) | **Composition de l'additif**<br>Maduramicine ammonium alpha: 1 g/100 g<br>Alcool benzylique: 5 g/100 g<br>Semoule de rafles de maïs: en q. suff. 100 g<br>**Substance active**<br>Maduramicine ammonium alpha, $C_{47}H_{83}O_{17}N$<br>Numéro CAS: 84878-61-5,<br>sel ammoniaque de polyéther de l'acide monocarboxylique produit par *Actinomadura yumaensis* (ATCC 31585) (NRRL 12515).<br>Impuretés associées:<br>Maduramicine ammonium bêta: < 10 % | Dindons | Seize semaines | 5 | 5 | Administration interdite cinq jours au moins avant l'abattage<br>Indiquer dans le mode d'emploi:<br>«Danger pour les équidés»<br>«Cet aliment contient un additif du groupe des ionophores; son administration simultanée avec certains médicaments (par exemple la tiamuline) peut-être contre-indiquée» | 30.9.2000 (2) |

(1) Première autorisation: directive 96/7/CE de la Commission (JO L 51 du 1.3.1996, p. 45).
(2) Première autorisation: directive 96/66/CE de la Commission (JO L 272 du 25.10.1996, p. 32).
(3) Première autorisation: directive 97/72/CE de la Commission (JO L 351 du 23.12.1997, p. 55).

# RÈGLEMENT (CE) Nº 2431/1999 DE LA COMMISSION

## du 16 novembre 1999

## modifiant le règlement (CE) nº 2079/1999 et portant à 999 520 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation de seigle détenu par l'organisme d'intervention allemand

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) nº 1766/92 du Conseil du 30 juin 1992 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales [1], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 1253/1999 [2], et notamment son article 5,

considérant ce qui suit:

(1) le règlement (CEE) nº 2131/93 de la Commission [3], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 39/1999 [4], fixe les procédures et les conditions de la mise en vente des céréales détenues par les organismes d'intervention;

(2) le règlement (CE) nº 2079/1999 de la Commission [5] a ouvert une adjudication permanente pour l'exportation de 499 725 tonnes de seigle détenues par l'organisme d'intervention allemand; l'Allemagne a informé la Commission de l'intention de son organisme d'intervention de procéder à une augmentation de 499 795 tonnes de la quantité mise en adjudication en vue de l'exportation; il convient de porter à 999 520 tonnes la quantité globale mise en adjudication permanente pour l'exportation de seigle détenu par l'organisme d'intervention allemand;

(3) compte tenu de l'augmentation des quantités mises en adjudication, il apparaît nécessaire d'apporter les modifications dans la liste des régions et des quantités stockées; il convient donc, notamment, de modifier l'annexe I du règlement (CE) nº 2079/1999;

(4) les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Le règlement (CE) nº 2079/1999 est modifié comme suit:

1) L'article 2 est remplacé par le texte suivant:

«*Article 2*

1. L'adjudication porte sur une quantité maximale de 999 520 tonnes de seigle à exporter vers tous les pays tiers.

2. Les régions dans lesquelles les 999 520 tonnes de seigle sont stockées sont mentionnées à l'annexe I.»

2) L'annexe I est remplacée par l'annexe du présent règlement.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 novembre 1999.

*Par la Commission*

Franz FISCHLER

*Membre de la Commission*

[1] JO L 181 du 1.7.1992, p. 21.
[2] JO L 160 du 26.6.1999, p. 18.
[3] JO L 191 du 31.7.1993, p. 76.
[4] JO L 5 du 9.1.1999, p. 64.
[5] JO L 256 du 1.10.1999, p. 39.

*ANNEXE*

*«ANNEXE I*

*(en tonnes)*

| Lieu de stockage | Quantités |
|---|---|
| Schleswig-Holstein/Hamburg/Niedersachsen/Bremen/Nordrhein-Westfalen | 161 206 |
| Hessen/Rheinland-Pfalz/Baden-Württemberg/Saarland/Bayern | 8 032 |
| Berlin/Brandenburg/Mecklenburg-Vorpommern | 603 303 |
| Sachsen/Sachsen-Anhalt/Thüringen | 226 979» |

# RÈGLEMENT (CE) N° 2432/1999 DE LA COMMISSION

## du 16 novembre 1999

## relatif à la fixation de prix de vente minimaux pour la viande bovine mise en vente dans le cadre de la quatrième adjudication visée au règlement (CE) n° 2009/1999

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine [1], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1633/98 [2], et notamment son article 7, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

(1) certaines quantités de viande bovine fixées par le règlement (CE) n° 2009/1999 de la Commission [3] ont été mises en adjudication;

(2) en vertu de l'article 9 du règlement (CEE) n° 2173/79 de la Commission [4], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2417/95 [5], les prix minimaux de vente pour la viande mise en adjudication doivent être fixés compte tenu des offres reçues;

(3) les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Les prix de vente minimaux de la viande bovine pour l'adjudication prévue par le règlement (CE) n° 2009/1999, dont le délai de présentation des offres a expiré le 8 novembre 1999, sont fixés à l'annexe du présent règlement.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 17 novembre 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 novembre 1999.

*Par la Commission*

Franz FISCHLER

*Membre de la Commission*

---

[1] JO L 148 du 28.6.1968, p. 24.
[2] JO L 210 du 28.7.1998, p. 17.
[3] JO L 248 du 21.9.1999, p. 15.
[4] JO L 251 du 5.10.1979, p. 12.
[5] JO L 248 du 14.10.1995, p. 39.

*ANEXO — BILAG — ANHANG — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — BIJLAGE — ANEXO — LIITE — BILAGA*

| Estado miembro | Productos (1) | Precio mínimo expresado en euros por tonelada |
|---|---|---|
| Medlemsstat | Produkter (1) | Mindstepriser i EUR/ton |
| Mitgliedstaat | Erzeugnisse (1) | Mindestpreise ausgedrückt in EUR/Tonne |
| Κράτος μέλος | Προϊόντα (1) | Ελάχιστες πωλήσεις εκφραζόμενες σε Ευρώ ανά τόνο |
| Member State | Products (1) | Minimum prices expressed in EUR per tonne |
| État membre | Produits (1) | Prix minimaux exprimés en euros par tonne |
| Stato membro | Prodotti (1) | Prezzi minimi espressi in euro per tonnellata |
| Lidstaat | Producten (1) | Minimumprijzen uitgedrukt in euro per ton |
| Estado-Membro | Produtos (1) | Preço mínimo expresso em euros por tonelada |
| Jäsenvaltio | Tuotteet (1) | Vähimmäishinnat euroina tonnia kohden ilmaistuna |
| Medlemsstat | Produkter (1) | Minimipriser i euro per ton |

**Carne con hueso — Kød, ikke udbenet — Fleisch mit Knochen — Κρέατα με κόκαλα — Bone-in beef — Viande avec os — Carni non disossate — Vlees met been — Carne com osso — Luullinen naudanliha — Kött med ben**

| | | |
|---|---|---|
| DEUTSCHLAND | Vorder- und Hinterviertel, „compensés“ | 435 |
| | Vorderviertel | 405 |
| | Hinterviertel | 461 |
| FRANCE | Quartiers compensés | — |
| | Quartiers avant | — |
| | Quartiers arrière | — |

(1) Véanse los anexos V y VII del Reglamento (CEE) nº 2456/93 de la Comisión (DO L 225 de 4.9.1993, p. 4), cuya última modificación la constituye el Reglamento (CE) nº 2812/98 (DO L 349 de 24.12.1998, p. 47).

(1) Se bilag V og VII til Kommissionens forordning (EØF) nr. 2456/93 (EFT L 225 af 4.9.1993, s. 4), senest ændret ved forordning (EF) nr. 2812/98 (EFT L 349 af 24.12.1998, s. 47).

(1) Vgl. Anhänge V und VII der Verordnung (EWG) Nr. 2456/93 der Kommission (ABl. L 225 vom 4.9.1993, S. 4), zuletzt geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2812/98 (ABl. L 349 vom 24.12.1998, S. 47).

(1) Βλέπε παραρτήματα V και VII του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2456/93 της Επιτροπής (ΕΕ L 225 της 4.9.1993, σ. 4), όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 2812/98 (ΕΕ L 349 της 24.12.1998, σ. 47).

(1) See Annexes V and VII to Commission Regulation (EEC) No 2456/93 (OJ L 225, 4.9.1993, p. 4), as last amended by Regulation (EC) No 2812/98 (OJ L 349, 24.12.1998, p. 47).

(1) Voir annexes V et VII du règlement (CEE) nº 2456/93 de la Commission (JO L 225 du 4.9.1993, p. 4). Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2812/98 (JO L 349 du 24.12.1998, p. 47).

(1) Cfr. allegati V e VII del regolamento (CEE) n. 2456/93 della Commissione (GU L 225 del 4.9.1993, pag. 4), modificato da ultimo dal regolamento (CE) n. 2812/98 (GU L 349 del 24.12.1998, pag. 47).

(1) Zie de bijlagen V en VII bij Verordening (EEG) nr. 2456/93 van de Commissie (PB L 225 van 4.9.1993, blz. 4), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2812/98 (PB L 349 van 24.12.1998, blz. 47).

(1) Ver anexos V e VII do Regulamento (CEE) n.º 2456/93 da Comissão (JO L 225 de 4.9.1993, p. 4). Regulamento com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CE) n.º 2812/98 (JO L 349 de 24.12.1998, p. 47).

(1) Katso komission asetuksen (ETY) N:o 2456/93 (EYVL L 225, 4.9.1993, s. 4), sellaisena kuin se on viimeksi muutettuna asetuksella (EY) N:o 2812/98 (EYVL L 349, 24.12.1998, s. 47) liitteet V ja VII.

(1) Se bilagorna V och VII i kommissionens förordning (EEG) nr 2456/93 (EGT L 225, 4.9.1993, s. 4), senast ändrad genom förordning (EG) nr 2812/98 (EGT L 349, 24.12.1998, s. 47).

# RÈGLEMENT (CE) N° 2433/1999 DE LA COMMISSION

## du 16 novembre 1999

## relatif à la fixation de prix de vente minimaux pour la viande bovine mise en vente dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2346/1999

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine [1], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1633/98 [2], et notamment son article 7, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

(1) certaines quantités de viande bovine fixées par le règlement (CE) n° 2346/1999 de la Commission [3] ont été mises en adjudication;

(2) en vertu de l'article 9 du règlement (CEE) n° 2173/79 de la Commission [4], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2417/95 [5], les prix minimaux de vente pour la viande mise en adjudication doivent être fixés compte tenu des offres reçues;

(3) les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Les prix de vente minimaux de la viande bovine pour l'adjudication prévue par le règlement (CE) n° 2346/1999, dont le délai de présentation des offres a expiré le 8 novembre 1999, sont fixés à l'annexe du présent règlement.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 17 novembre 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 novembre 1999.

*Par la Commission*

Franz FISCHLER

*Membre de la Commission*

---

[1] JO L 148 du 28.6.1968, p. 24.
[2] JO L 210 du 28.7.1998, p. 17.
[3] JO L 281 du 4.11.1999, p. 60.
[4] JO L 251 du 5.10.1979, p. 12.
[5] JO L 248 du 14.10.1995, p. 39.

*ANEXO — BILAG — ANHANG — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — BIJLAGE — ANEXO — LIITE — BILAGA*

| Estado miembro<br>Medlemsstat<br>Mitgliedstaat<br>Κράτος μέλος<br>Member State<br>État membre<br>Stato membro<br>Lidstaat<br>Estado-Membro<br>Jäsenvaltio<br>Medlemsstat | Productos (1)<br>Produkter (1)<br>Erzeugnisse (1)<br>Προϊόντα (1)<br>Products (1)<br>Produits (1)<br>Prodotti (1)<br>Producten (1)<br>Produtos (1)<br>Tuotteet (1)<br>Produkter (1) | Precio mínimo<br>expresado en euros por tonelada<br>Mindstepriser<br>i EUR/ton<br>Mindestpreise<br>ausgedrückt in EUR/Tonne<br>Ελάχιστες πωλήσεις εκφραζόμενες<br>σε Ευρώ ανά τόνο<br>Minimum prices<br>expressed in EUR per tonne<br>Prix minimaux<br>exprimés en euros par tonne<br>Prezzi minimi<br>espressi in euro per tonnellata<br>Minimumprijzen<br>uitgedrukt in euro per ton<br>Preço mínimo<br>expresso em euros por tonelada<br>Vähimmäishinnat<br>euroina tonnia kohden ilmaistuna<br>Minimipriser<br>i euro per ton |
|---|---|---|

a) **Carne con hueso — Kød, ikke udbenet — Fleisch mit Knochen — Κρέατα με κόκαλα — Bone-in beef — Viande avec os — Carni non disossate — Vlees met been — Carne com osso — Luullinen naudanliha — Kött med ben**

| | | |
|---|---|---|
| DEUTSCHLAND | — Hinterviertel | 1 603 |
| | — Vorderviertel | 903 |
| FRANCE | — Quartiers avant | 903 |
| | — Quartiers arrière | 1 591 |

b) **Carne deshuesada — Udbenet kød — Fleisch ohne Knochen — Κρέατα χωρίς κόκαλα — Boneless beef — Viande désossée — Carni senza osso — Vlees zonder been — Carne desossada — Luuton naudanliha — Benfritt kött**

| | | |
|---|---|---|
| UNITED KINGDOM | — Intervention fillet (INT 15) | 14 001 |
| | — Intervention striploin (INT 17) | 6 200 |
| | — Intervention rump (INT 16) | 3 678 |
| | — Intervention silverside (INT 14) | — |
| | — Intervention flank (INT 18) | 1 251 |
| | — Intervention forerib (INT 19) | — |
| | — Intervention shoulder (INT 22) | 1 595 |
| | — Intervention brisket (INT 23) | 1 251 |
| | — Intervention shin (INT 21) | 1 572 |
| | — Intervention forequarter (INT 24) | 1 611 |

(1) Véanse los anexos V y VII del Reglamento (CEE) nº 2456/93 de la Comisión (DO L 225 de 4.9.1993, p. 4), cuya última modificación la constituye el Reglamento (CE) nº 2812/98 (DO L 349 de 24.12.1998, p. 47).

(1) Se bilag V og VII til Kommissionens forordning (EØF) nr. 2456/93 (EFT L 225 af 4.9.1993, s. 4), senest ændret ved forordning (EF) nr. 2812/98 (EFT L 349 af 24.12.1998, s. 47).

(1) Vgl. Anhänge V und VII der Verordnung (EWG) Nr. 2456/93 der Kommission (ABl. L 225 vom 4.9.1993, S. 4), zuletzt geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2812/98 (ABl. L 349 vom 24.12.1998, S. 47).

(1) Βλέπε παραρτήματα V και VII του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2456/93 της Επιτροπής (ΕΕ L 225 της 4.9.1993, σ. 4), όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 2812/98 (ΕΕ L 349 της 24.12.1998, σ. 47).

(1) See Annexes V and VII to Commission Regulation (EEC) No 2456/93 (OJ L 225, 4.9.1993, p. 4), as last amended by Regulation (EC) No 2812/98 (OJ L 349, 24.12.1998, p. 47).

(1) Voir annexes V et VII du règlement (CEE) nº 2456/93 de la Commission (JO L 225 du 4.9.1993, p. 4). Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2812/98 (JO L 349 du 24.12.1998, p. 47).

(1) Cfr. allegati V e VII del regolamento (CEE) n. 2456/93 della Commissione (GU L 225 del 4.9.1993, pag. 4), modificato da ultimo dal regolamento (CE) n. 2812/98 (GU L 349 del 24.12.1998, pag. 47).

(1) Zie de bijlagen V en VII bij Verordening (EEG) nr. 2456/93 van de Commissie (PB L 225 van 4.9.1993, blz. 4), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2812/98 (PB L 349 van 24.12.1998, blz. 47).

(1) Ver anexos V e VII do Regulamento (CEE) n.º 2456/93 da Comissão (JO L 225 de 4.9.1993, p. 4). Regulamento com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CE) n.º 2812/98 (JO L 349 de 24.12.1998, p. 47).

(1) Katso komission asetuksen (ETY) N:o 2456/93 (EYVL L 225, 4.9.1993, s. 4), sellaisena kuin se on viimeksi muutettuna asetuksella (EY) N:o 2812/98 (EYVL L 349, 24.12.1998, s. 47) liitteet V ja VII.

(1) Se bilagorna V och VII i kommissionens förordning (EEG) nr 2456/93 (EGT L 225, 4.9.1993, s. 4), senast ändrad genom förordning (EG) nr 2812/98 (EGT L 349, 24.12.1998, s. 47).

# RÈGLEMENT (CE) N° 2434/1999 DE LA COMMISSION

## du 16 novembre 1999

## modifiant les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation pour certains produits du secteur du sucre

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 2038/1999 du Conseil, du 13 septembre 1999, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre [1],

vu le règlement (CE) n° 1423/95 de la Commission, du 23 juin 1995, établissant les modalités d'application pour l'importation des produits du secteur du sucre autres que les mélasses [2], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 624/98 [3], et notamment son article 1er paragraphe 2 deuxième alinéa et son article 3 paragraphe 1,

(1) considérant que les montants des prix représentatifs et des droits additionnels applicables à l'importation de sucre blanc, de sucre brut et de certains sirops ont été fixés par le règlement (CE) n° 1441/1999 de la Commission [4], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2261/1999 [5];

(2) considérant que l'application des règles et modalités de fixation rappelées dans le règlement (CE) n° 1423/95 aux données dont la Commission a connaissance conduit à modifier lesdits montants actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Les prix représentatifs et les droits additionnels applicables à l'importation des produits visés à l'article 1er du règlement (CE) n° 1423/95 sont fixés comme indiqué en annexe.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 17 novembre 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 novembre 1999.

*Par la Commission*

Franz FISCHLER

*Membre de la Commission*

---

[1] JO L 252 du 25.9.1999, p. 1.
[2] JO L 141 du 24.6.1995, p. 16.
[3] JO L 85 du 20.3.1998, p. 5.
[4] JO L 166 du 1.7.1999, p. 77.
[5] JO L 276 du 27.10.1999, p. 5.

*ANNEXE*

**du règlement de la Commission, du 16 novembre 1999, modifiant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels applicables à l'importation du sucre blanc, du sucre brut et des produits du code NC 1702 90 99**

*(en EUR)*

| Code NC | Montant du prix représentatif par 100 kg net du produit en cause | Montant du droit additionnel par 100 kg net du produit en cause |
|---|---|---|
| 1701 11 10 (1) | 17,25 | 7,68 |
| 1701 11 90 (1) | 17,25 | 13,87 |
| 1701 12 10 (1) | 17,25 | 7,49 |
| 1701 12 90 (1) | 17,25 | 13,35 |
| 1701 91 00 (2) | 16,28 | 19,01 |
| 1701 99 10 (2) | 16,28 | 13,56 |
| 1701 99 90 (2) | 16,28 | 13,56 |
| 1702 90 99 (3) | 0,16 | 0,48 |

(1) Fixation pour la qualité type telle que définie à l'article 1er du règlement (CEE) nº 431/68 du Conseil (JO L 89 du 10.4.1968, p. 3) modifié.
(2) Fixation pour la qualité type telle que définie à l'article 1er du règlement (CEE) nº 793/72 du Conseil (JO L 94 du 21.4.1972, p. 1).
(3) Fixation par 1 % de teneur en saccharose.

II

*(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)*

# CONSEIL

## DÉCISION DU CONSEIL
## du 8 novembre 1999
## portant nomination de membres titulaires et de membres suppléants suédois du Comité des régions

(1999/734/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 263,

vu la décision du Conseil du 26 janvier 1998 [1] portant nomination des membres titulaires et suppléants du Comité des régions,

considérant que des sièges de membres titulaires du Comité des régions sont devenus vacants à la suite de la démission de Mmes Eva-Lisa Birath-Lindvall, Christina Tallberg, Margot Wikström et de MM. Göran Färm et Bernth Johnson, et que des sièges de membres suppléants du Comité des régions sont devenus vacants à la suite de la démission de Mmes Ann Beskow, Ulla Olander, Ulla Norgren et de MM. Åke Bengtsson, Lars Bjurström, Arne Jonsson et Siwert Nordwall, démissions qui ont été portées à la connaissance du Conseil les 8 juillet, 5, 14 et 15 octobre 1999;

vu la proposition du gouvernement suédois,

DÉCIDE:

*Article unique*

1. Mmes Ann Beskow, Anneli Stark et MM. Uno Aldegren, Rune Hjälm, et Aldo Iskra sont nommés membres titulaires du Comité des régions en remplacement de Mmes Eva-Lisa Birath-Lindvall, Christina Tallberg, Margot Wikström et de MM. Göran Färm et Bernth Johnson, pour la durée des mandats de ceux-ci restant à courir, soit jusqu'au 25 janvier 2002.

2. Mmes Lena Celion, Lisbeth Rydefjärd, Christina Tallberg et MM. Bernth Johnson, Hans Klintbom, Jens Nilsson et Malin Risberg sont nommés membres suppléants du Comité des régions en remplacement de Mmes Ann Beskow, Ulla Olander, Ulla Norgren et de MM. Åke Bengtsson, Lars Bjurström, Arne Jonsson et Siwert Nordwall, pour la durée des mandats de ceux-ci restant à courir, soit jusqu'au 25 janvier 2002.

Fait à Bruxelles, le 8 novembre 1999.

*Par le Conseil*

*Le président*

S. NIINISTÖ

[1] JO L 28 du 4.2.1998, p. 19.

# DÉCISION DU CONSEIL
## du 8 novembre 1999
## portant nomination d'un membre du Comité des régions

(1999/735/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 263,

vu la décision du Conseil du 26 janvier 1998 ([1]) portant nomination des membres et suppléants du Comité des régions,

considérant qu'un siège de membre titulaire du Comité des régions est devenu vacant à la suite de la démission de M. Antonio La Forgia, membre titulaire, portée à la connaissance du Conseil en date du 25 mai 1999;

vu la proposition du gouvernement italien,

DÉCIDE:

*Article unique*

M. Vasco Errani est nommé membre titulaire du Comité des régions en remplacement de M. Antonio La Forgia pour la durée du mandat de celui-ci restant à courir, soit jusqu'au 25 janvier 2002.

Fait à Bruxelles, le 8 novembre 1999.

*Par le Conseil*

*Le président*

S. NIINISTÖ

([1]) JO L 28 du 4.2.1998, p. 19.

# DÉCISION DU CONSEIL
## du 8 novembre 1999
## portant nomination d'un membre britannique du Comité des régions

(1999/736/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 263 A,

vu la décision du Conseil du 26 janvier 1998 ([1]) portant nomination des membres et suppléants du Comité des régions,

considérant qu'un siège de membre titulaire du Comité des régions est devenu vacant à la suite de la démission de M. Ian Hughton, membre titulaire, portée à la connaissance du Conseil en date du 12 janvier 1999;

vu la proposition du gouvernement britannique,

DÉCIDE:

*Article unique*

M. Keith Brown est nommé membre titulaire du Comité des régions en remplacement de M. Ian Hughton pour la durée du mandat de celui-ci restant à courir, soit jusqu'au 25 janvier 2002.

Fait à Bruxelles, le 8 novembre 1999.

*Par le Conseil*

*Le président*

S. NIINISTÖ

([1]) JO L 28 du 4.2.1998, p. 19.

# DÉCISION DU CONSEIL

## du 8 novembre 1999

## portant nomination de membres titulaires et de membres suppléants espagnols du Comité des régions

(1999/737/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 263,

vu la décision du Conseil du 26 janvier 1998 [1] portant nomination des membres titulaires et suppléants du Comité des régions,

considérant que des sièges de membres titulaires du Comité des régions sont devenus vacants à la suite de la démission de MM. Santiago Lanzuela Marina et Jaume Matas i Palou, membres titulaires et de M^mes^ María Rosa Estaras Farragut, Ana Gómez Gómez et M. Emilio del Valle Rodríguez, membres suppléants, démissions portées à la connaissance du Conseil les 1^er^ et 18 octobre 1999;

vu la proposition du gouvernement espagnol,

DÉCIDE:

*Article unique*

1. M. Francesc Antich i Oliver et M. Marcelino Iglesias Ricoui sont nommés membres titulaires au Comité des régions, en remplacement de M. Jaume Matas i Palou et de M. Santiago Lanzuela Marina, membres démissionnaires, et ce pour la durée des mandats de ceux-ci restant à courir, soit jusqu'au 25 janvier 2002.

2. M. Antonio Garcías i Coll, M. Joaquín Rivas Rubiales et M. Juan José Fernández Gómez sont nommés membres suppléants au Comité des régions en remplacement de M^me^ María Rosa Estaras Farragut, M^me^ Ana Gómez Gómez et de M. Emilio del Valle Rodríguez, membres démissionnaires, et ce pour la durée des mandats de ceux-ci restant à courir, soit jusqu'au 25 janvier 2002.

Fait à Bruxelles, le 8 novembre 1999.

*Par le Conseil*

*Le président*

S. NIINISTÖ

[1] JO L 28 du 4.2.1998, p. 19.

# FONDATION EUROPÉENNE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

## DÉCISION DE LA FONDATION EUROPÉENNE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

**du 21 novembre 1997**

**sur le code de conduite concernant l'accès du public aux documents de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail**

(1999/738/CE)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION EUROPÉENNE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL,

vu le règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil du 26 mai 1975 concernant la création de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail [1], modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1947/93 [2],

vu le règlement (CEE) n° 1417/76 du Conseil du 1er juin 1976 portant sur les dispositions financières applicables à la Fondation pour l'amélioration des conditions de vie et de travail [3], modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1949/93 [4],

vu une décision de la Commission du 8 février 1994 relative à l'accès du public aux documents de la Commission,

DÉCIDE d'adopter le code de conduite suivant relatif à l'accès du public aux documents de la Fondation:

### Principe général

Le public bénéficiera de l'accès le plus large aux documents détenus par la Fondation.

Le terme «document» signifie: tout texte, quel que soit son support, qui contient des données existantes et qui est détenu par la Fondation.

### Premier traitement de la demande

La demande d'accès à un document doit se faire par écrit, de manière suffisamment précise; elle doit contenir des informations qui permettent d'identifier le ou les documents. Le cas échéant, la Fondation demande au demandeur des détails supplémentaires.

Lorsque ce document détenu par la Fondation a été écrit par une personne physique ou juridique, un État membre, une autre institution ou un organisme communautaire, ou tout autre institution nationale ou internationale, la demande doit être envoyée directement à l'auteur.

En consultation avec les demandeurs, la Fondation trouve une solution équitable pour répondre aux demandes multiples et/ou dans le cas où il s'agit de très longs documents.

Le demandeur a accès au document en le consultant sur place ou en recevant un exemplaire qui lui sera envoyé à ses frais.

Une redevance de 10 écus, plus 0,036 écu par feuille, peut être perçue pour les exemplaires de documents imprimés dépassant trente pages. Les frais afférents à d'autres moyens d'information seront décidés cas par cas sans que ceux-ci excèdent un montant raisonnable.

La Fondation précise que la personne à laquelle un document a été remis ne sera pas autorisée à reproduire ou à diffuser ledit document à des fins commerciales, par vente directe, sans son autorisation.

[1] JO L 139 du 30.5.1975, p. 1.
[2] JO L 181 du 23.7.1993, p. 13.
[3] JO L 164 du 24.6.1976, p. 16.
[4] JO L 181 du 23.7.1993, p. 26.

La Fondation fait savoir, dans un délai d'un mois, au demandeur si la demande a été approuvée ou si la Fondation a l'intention de la rejeter. Le fait de ne pas répondre dans le mois suivant l'introduction de la demande vaut intention de donner une réponse négative.

**Traitement des demandes confirmatives**

Lorsque la Fondation rejette une demande, elle en informe le demandeur et l'informe qu'il dispose d'un mois pour formuler une demande confirmative à la Fondation tendant à obtenir la révision de cette position, faute de quoi il est considéré comme ayant renoncé à sa demande initiale.

Si une demande confirmative est soumise et si la Fondation décide de refuser de divulguer le document, cette décision, qui doit être prise dans le mois où est formulée la demande confirmative, est notifiée par écrit au demandeur le plus tôt possible. L'absence de réponse dans le mois qui suit la demande confirmative constitue un refus. Les raisons de la décision doivent être données et la décision indique les recours existants, c'est-à-dire une procédure judiciaire et des réclamations au Médiateur aux termes des dispositions des articles 173 et 138 E du traité instituant la Communauté européenne.

**Exceptions**

La Fondation refuse l'accès à tout document dont la divulgation pourrait mettre en danger:

— la protection de l'intérêt public (sécurité publique), les relations internationales, la stabilité monétaire, les procédures judiciaires, les inspections et les enquêtes,
— la protection de l'individu et de la vie privée,
— la protection du secret commercial et industriel,
— la protection des intérêts financiers de la Communauté,
— la protection de la confidentialité telle qu'elle a été demandée par les personnes physiques ou juridiques qui ont fourni l'information ou comme il a été demandé par la législation de l'État membre qui a fourni l'information.

L'accès peut également être refusé afin de protéger l'intérêt de la Fondation dans la confidentialité de ses documents.

**Mise en application**

La Fondation prend des mesures pour mettre en application ces principes avant le 1er avril 1998.

**Réexamen**

La Fondation s'engage à réexaminer ce code de conduite après deux années de fonctionnement, en tenant compte des rapports rédigés par les secrétaires généraux du Conseil et de la Commission sur les codes de conduite de ces institutions.

Fait à Dublin, le 21 novembre 1997.

*Pour le conseil d'administration*

Marjaana VALKONEN

*La présidente*